

Du bon usage du « haircut » !

L'enfer est pavé d'« haircuts » (réduction de la dette d'un pays). 21 % pour sauver la Grèce a été jugé insuffisant. Le récent sommet européen a décidé d'un chiffre de 50 %. Avec une telle réduction de sa dette publique, la Grèce pourrait, enfin, repartir, sous réserve qu'un éventuel référendum local ne rende caduc ce plan.

Sauf que. Sauf qu'abandonner une part de la dette publique ne veut pas dire que la dérive des coûts publics, qui avait, précisément, creusé le déficit, va s'arrêter. Les intérêts sur la dette publique ne seraient réduits que de 2,5 points de PIB (produit intérieur brut) par une annulation de la moitié de la dette grecque, alors que le déficit public prévu pour 2011 est de 9,5 % du PIB. Les intérêts sur la dette extérieure ne seraient réduits que de 3,5 points de PIB par cette annulation, alors que le déficit de la balance courante de la Grèce est de 12 % du PIB en 2011.

Sauf qu'abandonner une part importante de la dette publique ne fait pas automatiquement repartir l'activité privée. Les entreprises et les banques ne sortiraient pas indemnes du défaut (de la restructuration) de la dette publique, avec la détention de dette par les banques grecques (50 milliards d'euros), l'arrêt de la distribution de crédit. Sauf que le « haircut » dont bénéficie un pays (la Grèce en l'occurrence) est la perte des autres ; les créanciers grecs et non grecs vont-ils revenir pour faire confiance au pays ? Comment vont-ils compenser cette perte ? Par moins de prise de risques et moins d'activité ?

Sauf que le « haircut » sur la Grèce peut entraîner l'anticipation d'un traitement identique dans d'autres pays (Portugal...) et, ce type d'anticipation étant autoréalisatrice, la généralisation de ce type de traitement de la dette publique, avec quels effets en fine sur les banques, les compagnies d'assurances, les épargnants particuliers... ?

Comment stimuler le redémarrage de l'activité, seule vraie révolution, qui permettrait de donner un rôle positif à la réduction de la dette publique en évitant que rien ne change après le « haircut » ? Il faudra, bien sûr, soutenir les programmes de privatisation, s'assurer que les banques ont des comptes conformes aux règles internationales, un capital adéquat, des expertises suffisantes en matière

LA CHRONIQUE DU CERCLE DES ÉCONOMISTES
PAR PATRICK ARTUS
ET JEAN-PAUL BETBÈZE

Seul le redémarrage de l'activité permettrait de donner un rôle positif à la réduction de la dette publique.

d'accord et de suivi des crédits.

Plus profondément, il faut lancer, plus vite et plus fort, une stratégie de Lisbonne adaptée à ces pays dits « périphériques », à leurs PME, à leurs secteurs d'excellence : fonds structurels, implantation de centres de recherche, d'universités liées aux industries et services forts de ces pays, sous-traitance.

S'il s'agit de tourisme, il faut en consolider les filières, en améliorer la productivité et la qualité. S'il s'agit d'agriculture, il faut en soutenir les capacités de recherche, de production, de distribution. Et les grandes entreprises peuvent se rappeler aussi que les Silicon Valley peuvent se développer au soleil, à condition bien sûr que se développent à proximité des centres de recherche et des universités d'excellence.

L'avenir de l'Europe ne peut pas être la concurrence entre les Etats pour l'attraction des activités, ce qui est la façon dont cet avenir est envisagé aujourd'hui. Le message « allemand » est : regagnez de la compétitivité-coût et tout ira mieux, ce qui veut évidemment dire : reprenez des activités productives à vos voisins européens et tout ira mieux.

A ce message non coopératif, on peut opposer un message coopératif : que les pays se développent ensemble dans des activités exportables pour lesquelles ils ont des avantages coopératifs (en Grèce, on l'a vu, énergie, agroalimentaire, tourisme, aussi technologie de transport...).

Si les pays du sud de l'Europe, peu productifs, à salaires faibles, ne se développent que dans les services domestiques non exportables, ils ne retrouveront jamais un chemin de croissance, ils ne rééquilibreront jamais leurs budgets et leurs commerces extérieurs. C'est malheureusement la tendance observée : il n'y a plus que 7 % de la population active qui travaille dans l'industrie en Grèce, les recettes du tourisme ne financent que 20 % du déficit extérieur pour les biens. L'extrapolation de cette tendance conduirait à la paupérisation et à la dépendance du Sud. C'est pour cela qu'il faut revitaliser un modèle de spécialisation productivité partagée, et non de désertification du Sud.

Patrick Artus est directeur de la recherche et des études de Natixis.

Jean-Paul Betbèze est chef économiste du Crédit Agricole SA.

LIVRES

L'enseignement demain

La réforme de l'école sera l'un des sujets majeurs de la prochaine élection présidentielle. Trois livres anglo-saxons pour réfléchir au sujet.

Quelles réformes efficaces pour le système éducatif ? Quelques observations et quelques pistes.

Enseigner en ligne

L'innovation technologique va-t-elle vraiment révolutionner l'école ? Professeur à Harvard, rédacteur en chef de la revue « Education Next » (<http://educationnext.org/>), Paul Peterson répond clairement « oui », et avec enthousiasme. Il retrace l'histoire de l'école américaine, son déclin et sa résurrection potentielle grâce à l'« éducation numérique », à travers quelques grandes figures (dont John Dewey, Martin Luther King ou encore James Coleman). Tous ces grands éducateurs ont vu leurs réformes confisquées par un pouvoir centralisateur détaché des besoins des enfants et des soucis des familles. Aujourd'hui, la croissance parallèle des capacités technologiques et des coûts du système éducatif traditionnel (1 % du PIB en 1900, 10 % maintenant) ouvre une fenêtre d'opportunité pour une grande transformation. Pour Peterson, les technologies de l'information sont en passe de réaliser les promesses d'égalité d'accès et de réussite collective que la bureaucratie du système empêche. Une lecture passionnante aux implications, potentiellement, saignantes.

Refonder l'université

Professeur d'informatique et de management, Richard DeMillo dirige, à Atlanta, un centre de prospective sur l'université du XXI^e siècle et anime un blog sur les innovations en matière éducative (<http://innovate-edu.com/>). Son ouvrage recense 2.000 institutions américaines, privées ou publiques, dont le principal défaut tient à l'obsession de leurs dirigeants : tenter de ressembler aux quelques universités dites d'élite qui forment, des cadres de haute qualité dont n'ont pas vraiment besoin les communautés locales qui les financent. Selon DeMillo, le travail universitaire ne doit pas être, d'abord, de se comparer mais de former des gens utiles à la société. Il en tire une dizaine de leçons pour le XXI^e siècle, dont certaines méritent d'être citées : oubliez qui est au-dessus de vous ; concentrez-vous sur ce qui vous distingue ; suivez vos propres indicateurs de réussite. Ces observations et préconisations ne manquent pas de faire toussoter les thuriféraires de l'enseignement supérieur globalisé.

Réformer par les preuves

Statisticien et pédagogue, Howard Wainer avance que l'avenir du système édu-



SAVING SCHOOLS. FROM HORACE MANN TO VIRTUAL LEARNING
par Paul E. Peterson
Harvard University Press, 2010.
336 pages.

ABELARD TO APPLE. THE FATE OF AMERICAN COLLEGES AND UNIVERSITIES
par Richard A. DeMillo
MIT Press, 2011.
320 pages.

UNEDUCATED GUESSES. USING EVIDENCE TO UNCOVER MISGUIDED EDUCATION POLICIES
par Howard Wainer
Princeton University Press, 2011.
175 pages.

catif ne se lit pas dans une boule de cristal ni ne se décide à partir de commissions et comités Théodule (en anglais dans le texte). Pour être efficace, il faut recourir à l'évaluation raisonnée et, surtout, à l'expérimentation. Qu'il s'agisse du classement des établissements, des modalités d'admission, des tests d'aptitude, tout peut désormais être passé à la moulinette de l'expertise pour savoir ce qui fonctionne ou non. Il en ressort des critiques vives sur certains programmes contemporains, notamment ceux qui notent

les professeurs en fonction des résultats de leurs élèves. Il n'y a pas ici célébration des enseignants, mais reconnaissance de l'irréductible différence de situation et de capacité des élèves. Quelle leçon générale de cet ouvrage dont chacun des 11 chapitres se lit comme une histoire singulière ? Les réformes des politiques éducatives doivent reposer sur le savoir et non sur les présupposés et les idéologies.

JULIEN DAMON EST PROFESSEUR ASSOCIÉ À SCIENCES PO (MASTER URBANISME)

Radiographie d'une France déchirée

Un ouvrage engagé – et parfois discutable – sur le délitement du lien social en France, qui pourrait servir de toile de fond au projet d'une gauche moderne.

Nous vivons, écrit Pierre Rosanvallon dans sa préface, un retour au « capitalisme sauvage » du XIX^e siècle : face à l'« explosion des inégalités » qui détruit le lien social, la tâche du politique est de réconcilier la France avec elle-même, de « refaire société ». Ce petit ouvrage collectif ne présente pas un programme de réformes, mais les 6 essais qui le composent pourraient servir de toile de fond au projet d'une gauche « moderne ».

Depuis trois décennies, explique le sociologue Robert Castel, une nouvelle conception de l'individualisme s'est imposée : on incite chacun à « se prendre en main », à assumer le changement. Mais « la capacité d'être un individu ne tombe pas du ciel » : l'émancipation réelle suppose une certaine indépendance face aux aléas de la vie, donc un socle de droits sociaux. Ce socle, édifié au cours des Trente Glorieuses, se délite aujourd'hui avec l'insécurité de l'emploi, l'extension du « précarariat » et de la pauvreté. Pour analyser le malaise créé par les discontinuités de la vie professionnelle, mais aussi familiale, Cécile Van de Velde propose une cartographie originale de la solitude dans la France d'aujourd'hui. Elle ne touche plus principalement le troisième âge, elle ne se confond pas avec l'isolement. Elle naît « dans les interstices du modèle social » : chômage, perte de statut, changement d'emploi – facteurs souvent

REFAIRE SOCIÉTÉ
ouvrage collectif
préfacé par
Pierre Rosanvallon
Coédition Seuil,
la République des Idées.
96 pages, 11,50 euros.

aggravés par les ruptures conjugales et l'éclatement du noyau familial.

Si la société est devenue plus inégalitaire, il faut en chercher les causes au cœur de son moteur économique, l'entreprise. Pour faire pièce au pouvoir des actionnaires, qui pousse les managers à ignorer toute considération autre que la rentabilité à court terme, Blanche Segrestin et Armand Hatchuel proposent des pistes : la création d'une forme de société « à objet social étendu », ou l'institution d'un « contrat d'entreprise » qui favorise-

rait les actionnaires s'engageant à long terme et renforcerait la solidarité entre les « parties prenantes ».

Cette France plus mobile et plus incertaine que celle d'hier est aussi plus conservatrice : l'héritage, écrit Christian Baudelot, tend à supplanter le mérite. Héritage financier, mais aussi culturel, avec l'importance croissante du milieu familial dans la réussite scolaire. Pourtant, en fermant le livre, les lecteurs pourront trouver incomplète cette série de radiographies de nos injustices. Pas un mot, par exemple, sur l'inégalité entre les « insiders » – les salariés à statut, souvent dotés d'une capacité de nuisance qui favorise la satisfaction de leurs revendications – et les « outsiders », l'armée de réserve des travailleurs précaires qui paie, d'une certaine manière, la sécurité des premiers. Rien non plus sur les communautarismes ethniques ou religieux. Mais à un ouvrage engagé, on ne demande pas d'entraîner une adhésion totale : son mérite est de provoquer. **GÉRARD MOATTI**



FRANÇOIS LAINÉE, MEMBRE FONDATEUR DE POLITIC ANGELS

« Près de quatre Français sur dix vivent dans des communes qui n'ont plus les moyens d'investir sans contracter de nouvelles dettes. »

À LIRE SUR lecercle.lesechos.fr

LA REVUE DU JOUR

Propos d'un écologiste optimiste



Le propos. Au milieu de plusieurs articles consacrés les uns au printemps arabe, les autres à la politique française, la dernière livraison de la revue « Le Débat » nous livre ce mois-ci une perle, sous la forme d'un entretien savoureux avec Jean-Marc Jancovici, le polytechnicien préféré de Nicolas Hulot, inlassable penseur de la raréfaction de nos ressources. Un intellectuel et un scientifique présente pas un programme enthousiaste, de ceux avec lesquels Pascal Bruckner, qui, dans son dernier livre, pousse la préférence pour le désastre de toute une frange « verte », pourrait certainement s'entendre.

L'intérêt. Souvent à rebours de la pensée dominante,

Jean-Marc Jancovici revisite à sa manière les événements qui ont jalonné ces dernières années l'actualité environnementale. Le Grenelle, une déception ? Non, selon lui. « Il a produit une série de mesures structurantes peu visibles du grand public... dont les résultats ne pourront s'apprécier qu'avec le recul du temps. » Le sommet de Copenhague sur le climat, un échec ? Jancovici récuse le terme. Cette idée d'échec est venue d'ONG qui espéraient un résultat parfait, plaide-t-il. « Copenhague a été le début d'un objectif politique enfin partagé : le chiffre de 2 degrés centigrades... suffisant pour donner un objectif planétaire sur les émissions de CO₂ à diviser par 3 d'ici à 2050. C'est depuis Copenhague que l'on peut arriver devant un chef d'entreprise ou un maire en disant : 2 degrés égalent division par 3 des émissions globales, voyons ce que ça donne chez vous. »

La citation. Jean-Marc Jancovici, c'est aussi un langage fleuri. Exemple. « L'économie carbonée nous a apporté des esclaves mécaniques à profusion. La civilisation de l'employé de bureau habitant en ville, c'est une civilisation de l'abondance énergétique. Or il y a sans doute pas mal d'employés de bureau qui ne sont pas d'accord pour aller faire pousser des patates ou scier des arbres demain matin. » **D. FO**

Revue « Le Débat ». Septembre-octobre. Editions Gallimard. 17,50 euros.